

## Évolutions monétaires à La Réunion au 31 décembre 2015

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

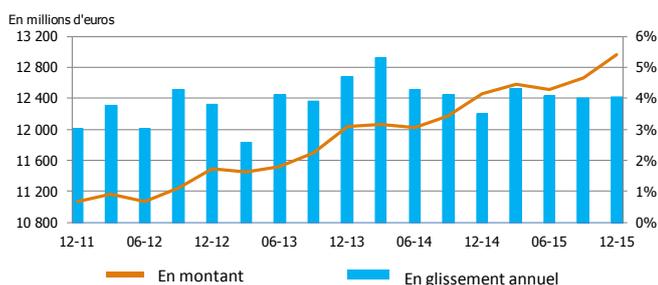
La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment).

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer par là la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

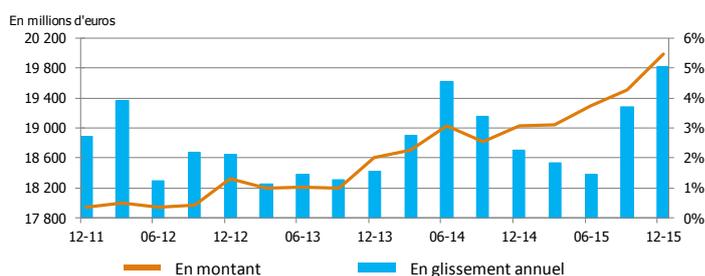
### UNE ACTIVITÉ BANCAIRE BIEN ORIENTÉE EN 2015

L'activité bancaire est bien orientée en 2015 avec une progression de 5,0 % en rythme annuel des crédits à l'économie (soit +959 millions d'euros) et de 4,1 % des placements des agents économiques (+506 millions d'euros). L'activité de financement bénéficie notamment d'une croissance sensible des encours de crédits consentis aux entreprises (+381 millions d'euros) et aux collectivités locales (+292 millions d'euros), tandis que les actifs financiers font apparaître une appétence marquée des agents économiques pour une plus grande liquidité de leurs avoirs, dans un contexte de taux de rémunération particulièrement bas.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



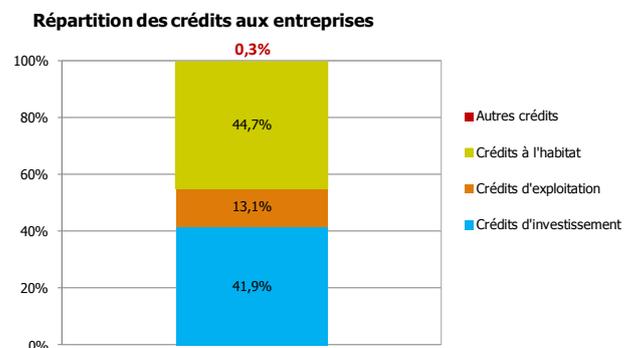
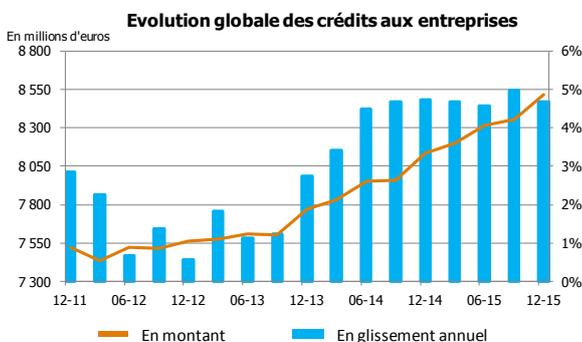
# DES FINANCEMENTS AUX ENTREPRISES DYNAMIQUES

## Des crédits aux entreprises en hausse

Les **financements consentis aux entreprises** progressent de manière soutenue en 2015 (+4,7 % en rythme annuel, soit +381 millions d'euros), en augmentation tout au long de l'année. L'encours atteint ainsi un nouveau pic historique à 8,5 milliards d'euros à fin décembre 2015, soit 44,8 % du total des crédits consentis dans le département (cette part se rapproche de son niveau d'avant la crise de 2008, à 47,7 %). Ce sont les **crédits d'exploitation** qui progressent le plus sensiblement (+10,3 % sur l'année), portés notamment par les fortes hausses des découverts en compte (+34,9 %) et de l'affacturage (+24,1 %). L'affacturage atteint ainsi son plus important volume historique, à 198 millions d'euros de créances reprises (le précédent record remontant à décembre 2009 avec 196,6 millions d'euros).

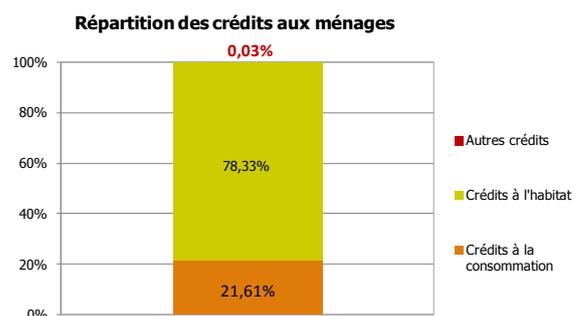
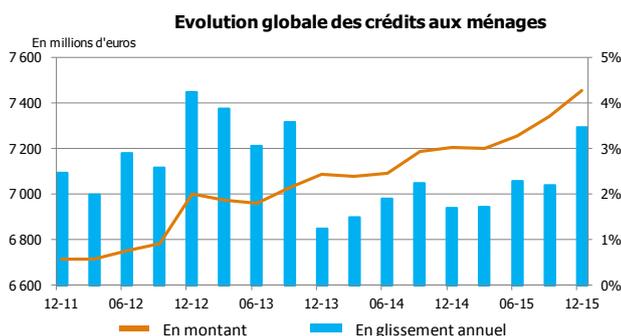
Cette hausse du financement de l'exploitation ne signifie néanmoins pas une dégradation de la situation de trésorerie des entreprises réunionnaises puisque, parallèlement, les disponibilités à vue des sociétés non financières progressent également de façon significative sur la même période (+16,4 %), pour s'établir aussi à leur plus haut niveau historique à 2 milliards d'euros.

Les **crédits d'investissement** et les **crédits immobiliers** progressent aussi (respectivement +3,9 % et +5,0 %), mais à un rythme plus modéré qu'en juin 2015 (respectivement +4,8 % et +6,2 % en glissement annuel). Ils restent toutefois assez robustes, tirés essentiellement par les financements consentis par les prêteurs institutionnels en lien avec le financement de l'habitat social.



## Une croissance des crédits aux ménages plus modérée

Les **concourss consentis aux ménages** progressent de 3,5 % sur l'année 2015 (soit +251 millions d'euros) et atteignent également un niveau historiquement haut à 7,5 milliards d'euros. La croissance s'accélère légèrement par rapport à fin juin 2015 (+2,2 %) mais reste sur un rythme modéré.



Après des années de baisse régulière, l'encours des **crédits à la consommation** confirme son redémarrage avec un rythme de croissance qui s'accélère (+1,4 % en glissement annuel, après +0,5 % à fin juin 2015 et à peine +0,1 % fin 2014). À 1,6 milliard d'euros en fin d'année 2015, l'encours des crédits à la consommation demeure toutefois en deçà du pic atteint dans les années 2007-2008 (proche des 1,8 milliard d'euros).

L'encours des **crédits à l'habitat**, qui représente 78,3 % des crédits octroyés aux ménages, affiche une croissance de 4,0 % sur l'année, soit +226 millions d'euros. Son évolution demeure toujours marquée par l'atonie du marché de l'immobilier depuis les modifications successives des dispositifs de défiscalisation.

## Une forte hausse des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** progresse de 14,6 % en rythme annuel à fin décembre (soit +292 millions d'euros). La majeure partie de cette hausse a été enregistrée au quatrième trimestre 2015 (+239 millions d'euros). Les financements à court terme aux collectivités locales continuent de progresser très rapidement (66,5 millions en fin d'année contre 30,4 millions fin juin 2015 et 24,3 millions fin 2014 ) mais les crédits d'investissement évoluent désormais également de manière vigoureuse (+12,5 % après +2,4 %). Le chantier de la Nouvelle route du littoral explique pour partie cette évolution. À noter que ces évolutions sont probablement impactées par la gestion active de la dette de certaines collectivités locales (remboursements anticipés en fonction des rentrées fiscales).

Les **crédits aux autres agents** regroupent l'ensemble des autres financements octroyés dans le département. Ces encours progressent aussi de façon sensible sur les douze derniers mois (+12,6 %, soit +85 millions d'euros). Des changements de nomenclature comptable entre catégories de clientèles peuvent expliquer pour partie ces évolutions. La plus grande partie de ces encours (46,0 %) porte sur les administrations de sécurité sociale, et plus particulièrement sur les groupes hospitaliers (350 millions d'euros, en hausse de 14,9 % en 2015). Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) représentent 17,5 % des crédits aux autres agents (en hausse de +9,8 % en 2015).

## Une sinistralité en baisse

Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) diminuent fortement sur les douze derniers mois (-7,5 %, soit -68 millions d'euros) en lien avec de nouvelles cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. Elles s'établissent désormais à 836 millions d'euros d'encours pour les seuls ECIL. Le taux de créances douteuses de la place s'établit ainsi à 4,4 % des encours bruts totaux en décembre 2015, contre 5,0 % en décembre 2014 (pour les seuls ECIL). Le taux de provisionnement des créances douteuses continue de se dégrader pour s'établir à 61,0 % en fin d'année 2015, contre 62,7 % fin 2014.

## DES ACTIFS FINANCIERS EN CROISSANCE SENSIBLE ET UNE NETTE PRÉFÉRENCE POUR LA LIQUIDITÉ

L'encours total des **actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais** s'établit à 13,0 milliards d'euros à fin décembre 2015, en progression assez sensible (+4,1 % en glissement annuel, soit +505 millions d'euros), comparable à celle observée à la fin du premier semestre 2015.

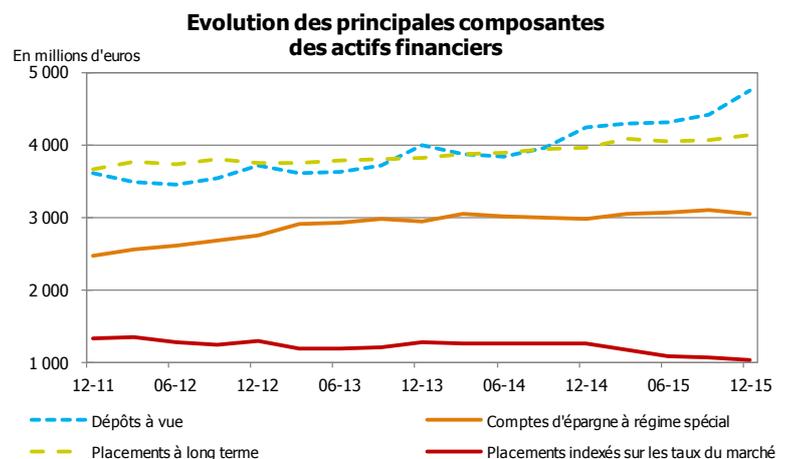
Les évolutions récentes en matière de taux de rémunération de l'épargne ont entraîné des évolutions divergentes des différentes familles de placements financiers. Les comptes de **dépôt à vue** continuent de progresser très rapidement (+11,7 % en 2015, après +12,0 % l'année précédente). Ils bénéficient notamment de la hausse des disponibilités détenues par les sociétés non financières (+16,4 % en glissement annuel à fin décembre 2015).

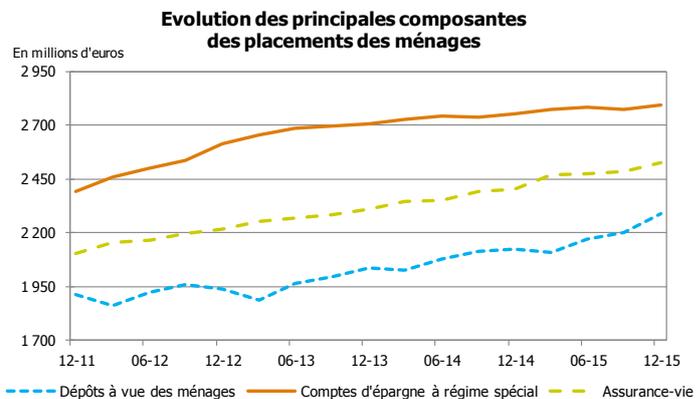
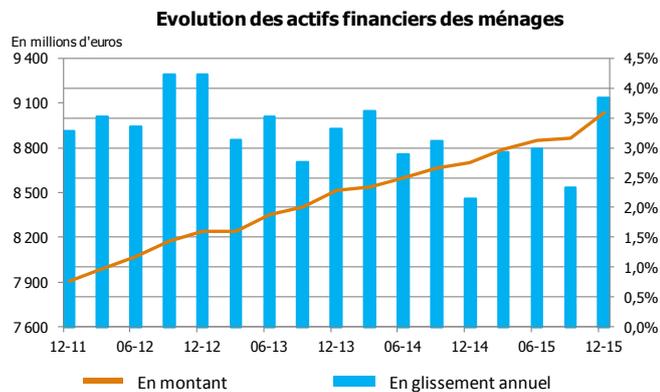
L'**épargne à long terme** progresse également assez fortement (+4,5 % en 2015, soit +180 millions d'euros), tirée par le regain d'intérêt enregistré pour les plans d'épargne logement (+8,0 %) et les placements en assurance-vie (+5,4 %).

En revanche, les **placements liquides ou à court terme** reculent significativement (-4,0 % en glissement annuel à fin décembre 2015), rendus peu attractifs par leur rémunération en baisse. Les comptes d'épargne à régime spécial, dont la rémunération a été abaissée par décret en août 2015, progressent de manière très modérée (+2,2 %). Les livrets A enregistrent quant à eux une décollecte nette (-3,6 %, soit -44 millions d'euros), de même que les livrets Jeunes (-0,4 %) ou encore les livrets d'épargne populaire (-2,4 %). La décollecte sur les livrets A s'est accentuée au deuxième semestre 2015 et constitue un mouvement inédit sur ce placement à La Réunion. Seuls, les livrets ordinaires (+6,5 %) et les livrets de développement durable (+1,6 %) enregistrent une croissance de leur collecte. Les placements indexés sur les taux de marché (essentiellement les comptes à terme et les certificats de dépôt) reculent très fortement (-18,6 %). Les encours des certificats de dépôts des banques diminuent ainsi de -50,4 % à fin décembre 2015 (après -61,6 % à fin juin 2015).

## Hausse de l'épargne des ménages

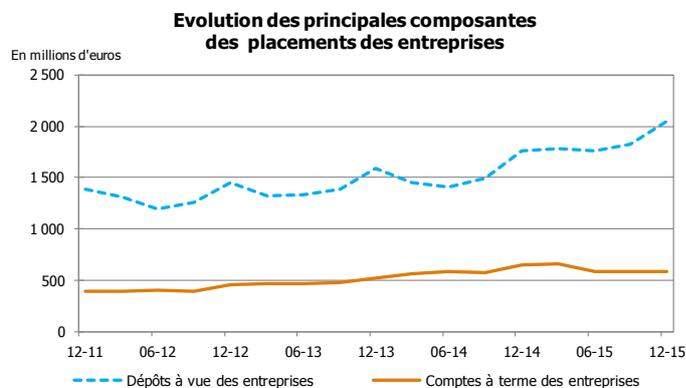
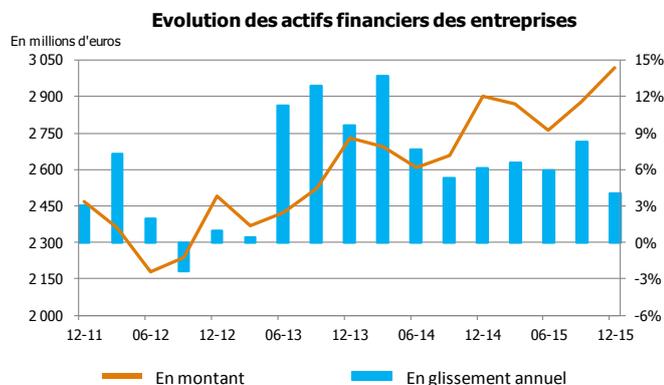
Les **placements des ménages** progressent de 3,8 % en 2015 (soit +334 millions d'euros). Ce sont les dépôts à vue et l'épargne à long terme qui progressent le plus sensiblement (respectivement de +7,9 % et de +4,2 %). Les plans d'épargne logement affichent une croissance soutenue (+8,0 %), faisant suite à une décennie de désaffection pour ce produit. Les placements boursiers des ménages s'inscrivent en net recul (-14,6 % sur un an pour les obligations détenues par les ménages, -7,5 % pour les OPCVM non monétaires et -2,6 % pour les actions détenues en portefeuille-titres). Les placements indexés sur les taux de marché enregistrent également une baisse sensible (-21,5 %) comme observée au niveau de l'ensemble de la clientèle. Le bas niveau des taux monétaires, proches ou inférieurs à zéro, n'incite pas les ménages à placer leurs économies sur ce type de produits, qui privilégient la liquidité des comptes à vue.





## Croissance des placements des entreprises

Les **placements des sociétés non financières** progressent sensiblement (+4,1 % à fin décembre 2015, soit +118 millions d'euros sur l'année), tirés par la forte croissance des **dépôts à vue** (+16,4 %, soit +288 millions d'euros) en lien notamment avec la reconstitution de la trésorerie des entreprises et la mise en place du Crédit impôt compétitivité emploi (CICE). En revanche, l'encours des placements liquides ou à court terme s'inscrit en net recul (-16,9 %, soit -178 millions d'euros).



## Dynamisme des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** croissent de 6,2 % sur l'année (+53 millions d'euros). Les associations (ISBLM) concentrent 61,0 % de ces placements (en hausse de +13,0 % sur un an). Les sociétés d'assurance et les fonds de pension représentent pour leur part 26,7 % des placements des autres agents, en hausse de +3,0 % en 2015.

### MÉTHODOLOGIE

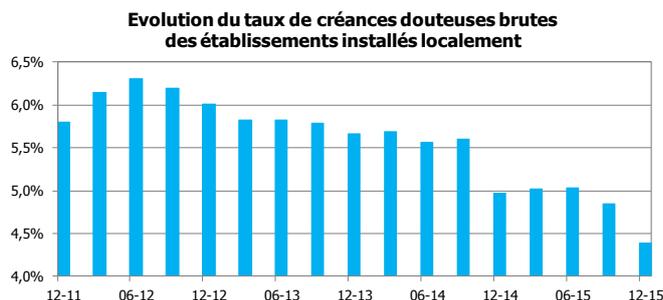
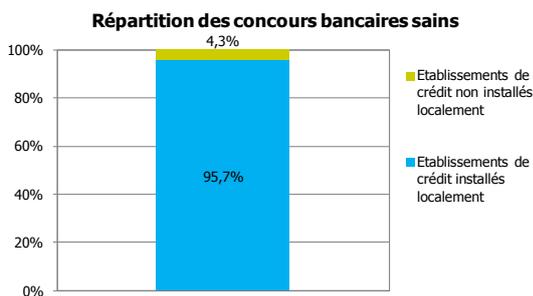
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe Mayotte.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	1 085,3	1 139,5	1 084,4	1 011,4	953,4	1 027,3	1 044,8	1 115,7	8,6%	10,3%
<i>Créances commerciales</i>	119,8	96,8	82,8	85,1	69,3	77,4	75,6	88,2	14,0%	3,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	637,6	687,5	645,8	588,8	544,8	555,2	626,4	589,4	6,2%	0,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	121,0	102,0	113,3	102,6	101,0	102,4	107,5	107,5	4,9%	4,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	189,8	223,3	217,6	177,9	209,7	249,0	205,4	240,1	-3,6%	34,9%
<i>Affacturage</i>	138,0	131,9	138,2	159,5	129,6	145,7	137,4	198,0	35,9%	24,1%
Crédits d'investissement	3 349,8	3 318,1	3 201,4	3 433,3	3 490,9	3 501,0	3 514,3	3 567,3	1,9%	3,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 876,2	2 840,6	2 779,9	2 938,2	2 973,6	2 980,9	2 991,3	3 027,0	1,5%	3,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	304,9	248,1	239,7	140,2	139,5	137,7	140,7	139,7	1,4%	-0,4%
<i>Crédit-bail</i>	473,5	477,5	421,5	495,1	517,3	520,1	523,0	540,3	3,9%	9,1%
Crédits à l'habitat	3 026,3	3 041,9	3 419,4	3 625,2	3 688,0	3 725,7	3 764,4	3 804,9	2,1%	5,0%
Autres crédits	58,3	62,1	63,4	66,5	65,1	60,6	34,3	29,2	-51,8%	-56,1%
<b>Encours sain</b>	<b>7 519,7</b>	<b>7 561,6</b>	<b>7 768,6</b>	<b>8 136,4</b>	<b>8 197,5</b>	<b>8 314,7</b>	<b>8 357,7</b>	<b>8 517,1</b>	<b>2,4%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 632,9	1 620,3	1 580,6	1 588,5	1 561,8	1 571,2	1 586,0	1 611,3	2,5%	1,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 523,4	1 513,9	1 470,2	1 466,5	1 443,3	1 449,7	1 460,7	1 485,8	2,5%	1,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	51,2	50,5	56,3	63,5	58,5	58,5	55,8	53,2	-9,0%	-16,2%
<i>Crédit-bail</i>	58,3	55,8	54,2	58,5	60,0	63,0	69,4	72,3	14,7%	23,6%
Crédits à l'habitat	5 079,8	5 377,3	5 503,3	5 614,6	5 635,8	5 680,1	5 755,5	5 840,7	2,8%	4,0%
Autres crédits	1,0	1,3	2,1	2,7	1,9	2,2	2,1	4,6	112,1%	74,6%
<b>Encours sain</b>	<b>6 713,7</b>	<b>6 998,8</b>	<b>7 086,0</b>	<b>7 205,8</b>	<b>7 199,4</b>	<b>7 253,5</b>	<b>7 343,6</b>	<b>7 456,6</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	24,5	14,1	6,9	27,4	40,8	31,7	95,9	66,7	110,4%	143,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	22,9	13,8	6,4	24,3	36,8	30,4	95,5	66,5	118,5%	173,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,6	0,3	0,4	3,1	4,1	1,3	0,3	0,2	-85,6%	-ns-
Crédits d'investissement	1 965,4	2 014,4	1 942,0	1 971,7	1 907,4	1 954,2	1 949,8	2 218,6	13,5%	12,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 965,4	2 013,6	1 941,2	1 971,4	1 907,1	1 954,0	1 949,6	2 218,4	13,5%	12,5%
Autres crédits	0,4	0,1	2,4	1,2	1,7	2,5	2,4	2,2	-13,4%	-ns-
<b>Encours sain</b>	<b>1 991,7</b>	<b>2 029,9</b>	<b>1 952,4</b>	<b>2 001,4</b>	<b>1 951,0</b>	<b>1 994,5</b>	<b>2 054,2</b>	<b>2 293,3</b>	<b>15,0%</b>	<b>14,6%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>594,2</b>	<b>567,6</b>	<b>679,4</b>	<b>676,6</b>	<b>683,3</b>	<b>715,2</b>	<b>727,9</b>	<b>761,7</b>	<b>6,5%</b>	<b>12,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>16 819,3</b>	<b>17 157,9</b>	<b>17 486,5</b>	<b>18 020,2</b>	<b>18 031,2</b>	<b>18 277,8</b>	<b>18 483,4</b>	<b>19 028,7</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,6%</b>
<i>dont ECNIL</i>	787,9	751,8	708,8	745,5	776,2	786,9	709,3	786,9	0,0%	5,5%
Créances douteuses brutes	1 116,2	1 160,3	1 114,9	1 004,2	1 015,8	1 024,3	1 026,0	954,5	-6,8%	-4,9%
<i>dont ECIL</i>	988,1	1 049,2	1 007,4	903,9	912,9	925,9	905,0	836,1	-9,7%	-7,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	482,3	511,4	484,3	437,4	443,9	456,7	466,7	444,6	-2,6%	1,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	376,9	382,2	361,2	315,5	312,1	321,2	339,8	327,0	1,8%	3,6%
<i>(dt) Ménages</i>	102,4	125,0	120,6	119,5	129,5	133,4	124,8	115,7	-13,2%	-3,2%
Provisions	633,9	648,9	630,6	566,7	571,9	567,7	559,3	509,9	-10,2%	-10,0%
<b>Encours brut total</b>	<b>17 935,5</b>	<b>18 318,3</b>	<b>18 601,4</b>	<b>19 024,3</b>	<b>19 046,9</b>	<b>19 302,2</b>	<b>19 509,3</b>	<b>19 983,2</b>	<b>3,5%</b>	<b>5,0%</b>
Taux de créances douteuses	6,2%	6,3%	6,0%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%	4,8%	-0,5 pt	-0,5 pt
<i>dont taux de créances douteuses des ECIL</i>	5,8%	6,0%	5,7%	5,0%	5,0%	5,0%	4,8%	4,4%	-0,6 pt	-0,6 pt
Taux de provisionnement	56,8%	55,9%	56,6%	56,4%	56,3%	55,4%	54,5%	53,4%	-2,0 pt	-3,0 pt
<i>dont taux de provisionnement des ECIL</i>	64,2%	61,8%	62,6%	62,7%	62,6%	61,3%	61,8%	61,0%	-0,3 pt	-1,7 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 467,6</b>	<b>2 490,7</b>	<b>2 731,5</b>	<b>2 899,4</b>	<b>2 872,0</b>	<b>2 763,0</b>	<b>2 878,3</b>	<b>3 017,3</b>	<b>9,2%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 383,5</b>	<b>1 447,1</b>	<b>1 586,1</b>	<b>1 758,0</b>	<b>1 782,2</b>	<b>1 759,0</b>	<b>1 823,8</b>	<b>2 046,3</b>	<b>16,3%</b>	<b>16,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>979,4</b>	<b>930,8</b>	<b>1 047,2</b>	<b>1 052,3</b>	<b>998,9</b>	<b>912,7</b>	<b>958,1</b>	<b>874,4</b>	<b>-4,2%</b>	<b>-16,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	17,0	72,4	96,4	113,3	119,7	160,7	91,7	-23,4%	-4,9%
Placements indexés sur les taux de marché	979,2	913,8	974,7	955,9	885,6	792,9	797,4	782,7	-1,3%	-18,1%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>390,2</i>	<i>455,2</i>	<i>519,5</i>	<i>652,2</i>	<i>662,1</i>	<i>586,9</i>	<i>588,6</i>	<i>587,8</i>	<i>0,2%</i>	<i>-9,9%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>239,3</i>	<i>140,6</i>	<i>95,0</i>	<i>95,4</i>	<i>108,1</i>	<i>97,3</i>	<i>95,2</i>	<i>91,6</i>	<i>-5,8%</i>	<i>-4,0%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>349,2</i>	<i>317,4</i>	<i>359,9</i>	<i>208,2</i>	<i>115,3</i>	<i>108,7</i>	<i>113,5</i>	<i>103,2</i>	<i>-5,0%</i>	<i>-50,4%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>104,8</b>	<b>112,8</b>	<b>98,2</b>	<b>89,1</b>	<b>90,9</b>	<b>91,3</b>	<b>96,4</b>	<b>96,6</b>	<b>5,9%</b>	<b>8,5%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>23,7</i>	<i>25,5</i>	<i>15,6</i>	<i>14,7</i>	<i>15,3</i>	<i>14,4</i>	<i>21,3</i>	<i>23,5</i>	<i>63,5%</i>	<i>59,9%</i>
<b>Ménages</b>	<b>7 907,4</b>	<b>8 241,6</b>	<b>8 515,8</b>	<b>8 698,9</b>	<b>8 788,6</b>	<b>8 851,4</b>	<b>8 862,9</b>	<b>9 032,9</b>	<b>2,1%</b>	<b>3,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 910,3</b>	<b>1 937,9</b>	<b>2 034,3</b>	<b>2 122,7</b>	<b>2 107,3</b>	<b>2 171,2</b>	<b>2 202,4</b>	<b>2 290,1</b>	<b>5,5%</b>	<b>7,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 628,1</b>	<b>2 814,8</b>	<b>2 895,9</b>	<b>2 878,2</b>	<b>2 884,2</b>	<b>2 904,9</b>	<b>2 878,0</b>	<b>2 890,2</b>	<b>-0,5%</b>	<b>0,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 394,3	2 611,7	2 708,3	2 752,8	2 773,3	2 786,0	2 774,9	2 791,7	0,2%	1,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>889,5</i>	<i>902,0</i>	<i>872,2</i>	<i>895,3</i>	<i>919,2</i>	<i>929,3</i>	<i>942,2</i>	<i>953,2</i>	<i>2,6%</i>	<i>6,5%</i>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>875,6</i>	<i>1 027,5</i>	<i>1 118,5</i>	<i>1 138,9</i>	<i>1 138,1</i>	<i>1 140,4</i>	<i>1 121,5</i>	<i>1 124,7</i>	<i>-1,4%</i>	<i>-1,3%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>39,5</i>	<i>38,3</i>	<i>39,0</i>	<i>38,0</i>	<i>37,4</i>	<i>37,7</i>	<i>37,4</i>	<i>37,9</i>	<i>0,5%</i>	<i>-0,4%</i>
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	<i>103,5</i>	<i>100,6</i>	<i>91,5</i>	<i>86,0</i>	<i>85,0</i>	<i>84,2</i>	<i>83,4</i>	<i>83,9</i>	<i>-0,3%</i>	<i>-2,4%</i>
<i>dont livrets de développement durable</i>	<i>267,2</i>	<i>329,0</i>	<i>380,6</i>	<i>397,6</i>	<i>399,5</i>	<i>401,9</i>	<i>400,7</i>	<i>404,0</i>	<i>0,5%</i>	<i>1,6%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>219,1</i>	<i>214,3</i>	<i>206,6</i>	<i>197,0</i>	<i>194,0</i>	<i>192,5</i>	<i>189,7</i>	<i>188,1</i>	<i>-2,3%</i>	<i>-4,5%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	233,8	203,1	187,5	125,4	110,9	118,8	103,1	98,5	-17,1%	-21,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>190,5</i>	<i>167,5</i>	<i>159,8</i>	<i>99,2</i>	<i>86,2</i>	<i>86,0</i>	<i>81,7</i>	<i>79,3</i>	<i>-7,8%</i>	<i>-20,0%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>11,4</i>	<i>9,1</i>	<i>8,3</i>	<i>9,2</i>	<i>8,6</i>	<i>7,8</i>	<i>6,8</i>	<i>5,0</i>	<i>-35,3%</i>	<i>-45,6%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>32,0</i>	<i>26,6</i>	<i>19,5</i>	<i>17,0</i>	<i>16,1</i>	<i>25,0</i>	<i>14,6</i>	<i>14,1</i>	<i>-43,6%</i>	<i>-17,1%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>3 369,0</b>	<b>3 488,9</b>	<b>3 585,6</b>	<b>3 698,0</b>	<b>3 797,1</b>	<b>3 775,3</b>	<b>3 782,5</b>	<b>3 852,6</b>	<b>2,0%</b>	<b>4,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>759,6</i>	<i>763,1</i>	<i>783,6</i>	<i>837,0</i>	<i>859,4</i>	<i>869,1</i>	<i>878,8</i>	<i>904,4</i>	<i>4,1%</i>	<i>8,0%</i>
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	<i>57,1</i>	<i>54,4</i>	<i>51,2</i>	<i>48,5</i>	<i>48,0</i>	<i>46,7</i>	<i>46,0</i>	<i>45,8</i>	<i>-1,9%</i>	<i>-5,5%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>7,4</i>	<i>9,2</i>	<i>9,5</i>	<i>9,9</i>	<i>10,7</i>	<i>12,2</i>	<i>11,3</i>	<i>10,9</i>	<i>-10,8%</i>	<i>10,4%</i>
<i>dont actions</i>	<i>130,3</i>	<i>114,8</i>	<i>124,5</i>	<i>124,8</i>	<i>131,7</i>	<i>122,4</i>	<i>114,3</i>	<i>121,5</i>	<i>-0,7%</i>	<i>-2,6%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>188,3</i>	<i>225,4</i>	<i>208,3</i>	<i>187,5</i>	<i>183,9</i>	<i>165,1</i>	<i>164,0</i>	<i>160,1</i>	<i>-3,0%</i>	<i>-14,6%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>125,1</i>	<i>104,9</i>	<i>101,5</i>	<i>90,4</i>	<i>95,1</i>	<i>83,6</i>	<i>83,1</i>	<i>83,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>-7,5%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>2 101,2</i>	<i>2 217,1</i>	<i>2 307,0</i>	<i>2 399,9</i>	<i>2 468,5</i>	<i>2 476,0</i>	<i>2 485,0</i>	<i>2 526,2</i>	<i>2,0%</i>	<i>5,3%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>700,3</b>	<b>766,9</b>	<b>792,3</b>	<b>862,5</b>	<b>924,0</b>	<b>895,9</b>	<b>922,9</b>	<b>915,9</b>	<b>2,2%</b>	<b>6,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>316,8</b>	<b>327,6</b>	<b>369,1</b>	<b>364,4</b>	<b>406,8</b>	<b>375,1</b>	<b>389,4</b>	<b>403,7</b>	<b>7,6%</b>	<b>10,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>187,7</b>	<b>291,5</b>	<b>279,8</b>	<b>322,5</b>	<b>329,4</b>	<b>337,8</b>	<b>342,3</b>	<b>319,1</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-1,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	77,0	119,7	156,2	138,5	158,2	163,0	170,6	170,5	4,6%	23,1%
Placements indexés sur les taux de marché	110,7	171,8	123,7	184,0	171,2	174,8	171,6	148,6	-15,0%	-19,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>56,7</i>	<i>75,5</i>	<i>77,2</i>	<i>138,8</i>	<i>131,7</i>	<i>137,4</i>	<i>121,4</i>	<i>113,3</i>	<i>-17,5%</i>	<i>-18,4%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>195,8</b>	<b>147,8</b>	<b>143,4</b>	<b>175,6</b>	<b>187,8</b>	<b>183,0</b>	<b>191,3</b>	<b>193,0</b>	<b>5,5%</b>	<b>10,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>11 075,4</b>	<b>11 499,3</b>	<b>12 039,6</b>	<b>12 460,8</b>	<b>12 584,6</b>	<b>12 510,3</b>	<b>12 664,1</b>	<b>12 966,2</b>	<b>3,6%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>3 610,6</b>	<b>3 712,6</b>	<b>3 989,5</b>	<b>4 245,1</b>	<b>4 296,3</b>	<b>4 305,4</b>	<b>4 415,5</b>	<b>4 740,2</b>	<b>10,1%</b>	<b>11,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 795,2</b>	<b>4 037,1</b>	<b>4 222,9</b>	<b>4 253,0</b>	<b>4 212,4</b>	<b>4 155,3</b>	<b>4 178,4</b>	<b>4 083,7</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-4,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 471,5	2 748,5	2 937,0	2 987,7	3 044,8	3 068,7	3 106,3	3 053,9	-0,5%	2,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>947,4</i>	<i>1 010,0</i>	<i>1 028,8</i>	<i>1 039,6</i>	<i>1 098,1</i>	<i>1 122,0</i>	<i>1 185,3</i>	<i>1 154,8</i>	<i>2,9%</i>	<i>11,1%</i>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>894,0</i>	<i>1 055,4</i>	<i>1 189,5</i>	<i>1 228,6</i>	<i>1 229,8</i>	<i>1 229,5</i>	<i>1 208,9</i>	<i>1 184,4</i>	<i>-3,7%</i>	<i>-3,6%</i>
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>39,5</i>	<i>38,3</i>	<i>39,0</i>	<i>38,0</i>	<i>37,4</i>	<i>37,7</i>	<i>37,5</i>	<i>37,9</i>	<i>0,5%</i>	<i>-0,4%</i>
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	<i>103,5</i>	<i>100,6</i>	<i>91,5</i>	<i>86,0</i>	<i>85,0</i>	<i>84,2</i>	<i>83,4</i>	<i>84,0</i>	<i>-0,3%</i>	<i>-2,4%</i>
<i>dont livrets de développement durable</i>	<i>267,5</i>	<i>329,3</i>	<i>381,0</i>	<i>398,0</i>	<i>399,9</i>	<i>402,3</i>	<i>401,1</i>	<i>404,3</i>	<i>0,5%</i>	<i>1,6%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>219,6</i>	<i>214,8</i>	<i>207,1</i>	<i>197,5</i>	<i>194,5</i>	<i>193,0</i>	<i>190,1</i>	<i>188,5</i>	<i>-2,3%</i>	<i>-4,5%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	1 323,7	1 288,7	1 285,9	1 265,3	1 167,6	1 086,6	1 072,1	1 029,8	-5,2%	-18,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>637,4</i>	<i>698,1</i>	<i>756,5</i>	<i>890,1</i>	<i>880,0</i>	<i>810,3</i>	<i>791,7</i>	<i>780,4</i>	<i>-3,7%</i>	<i>-12,3%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>17,1</i>	<i>10,0</i>	<i>9,2</i>	<i>9,7</i>	<i>9,1</i>	<i>7,8</i>	<i>7,1</i>	<i>5,2</i>	<i>-33,1%</i>	<i>-46,0%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>349,2</i>	<i>317,4</i>	<i>359,9</i>	<i>208,2</i>	<i>115,3</i>	<i>108,7</i>	<i>113,5</i>	<i>103,2</i>	<i>-5,0%</i>	<i>-50,4%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>320,0</i>	<i>263,2</i>	<i>160,4</i>	<i>157,3</i>	<i>163,2</i>	<i>159,7</i>	<i>159,9</i>	<i>140,9</i>	<i>-11,8%</i>	<i>-10,4%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>3 669,6</b>	<b>3 749,5</b>	<b>3 827,2</b>	<b>3 962,7</b>	<b>4 075,9</b>	<b>4 049,6</b>	<b>4 070,2</b>	<b>4 142,3</b>	<b>2,3%</b>	<b>4,5%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>761,4</i>	<i>765,0</i>	<i>785,7</i>	<i>839,3</i>	<i>861,7</i>	<i>871,5</i>	<i>881,3</i>	<i>906,7</i>	<i>4,0%</i>	<i>8,0%</i>
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	<i>57,4</i>	<i>54,6</i>	<i>51,6</i>	<i>48,9</i>	<i>48,4</i>	<i>47,1</i>	<i>46,4</i>	<i>46,2</i>	<i>-1,9%</i>	<i>-5,4%</i>
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>7,4</i>	<i>9,2</i>	<i>9,5</i>	<i>9,9</i>	<i>10,7</i>	<i>12,2</i>	<i>11,3</i>	<i>10,9</i>	<i>-10,8%</i>	<i>10,4%</i>
<i>dont actions</i>	<i>146,0</i>	<i>128,0</i>	<i>140,9</i>	<i>143,4</i>	<i>151,2</i>	<i>141,1</i>	<i>132,2</i>	<i>139,7</i>	<i>-1,0%</i>	<i>-2,6%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>328,7</i>	<i>421,3</i>	<i>407,9</i>	<i>394,1</i>	<i>393,9</i>	<i>370,7</i>	<i>373,3</i>	<i>373,1</i>	<i>0,7%</i>	<i>-5,3%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>265,9</i>	<i>152,7</i>	<i>122,8</i>	<i>122,3</i>	<i>135,3</i>	<i>118,6</i>	<i>128,4</i>	<i>131,2</i>	<i>10,6%</i>	<i>7,3%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>2 102,8</i>	<i>2 218,8</i>	<i>2 308,8</i>	<i>2 404,9</i>	<i>2 474,7</i>	<i>2 488,4</i>	<i>2 497,3</i>	<i>2 534,4</i>	<i>1,9%</i>	<i>5,4%</i>

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2016